

L'ENVIRONNEMENT DANS LE CONTEXTE DE LA MONDIALISATION

HAUHOUOT Asseypo

Université de Cocody, Côte d'Ivoire

ABSTRACT

Globalization is the process of standardization and globalization of economic exchanges which turns the world into a vast market in which the game of economic scales and comparative advantages are played in full. This tendency which started in the 80s seems to relegate weak nations to the background and give multinational companies far-reaching powers. The weakening of state powers has emerged as a consequence. The degradation of the environment by big firms have led to serious environmental consequences. The depletion of our forest resources, intensive exploitation of mineral reserves; worsening of climatic conditions due mainly to the emissions of greenhouse gas, etc are just some of these problems created not by Africans but by those who have no interest in a humane world but only in profit. This papers attempts to address these issues.

INTRODUCTION

La mondialisation et l'environnement sont deux concepts-clés de la vie des sociétés modernes. L'environnement en tant qu'ensemble d'éléments constitutifs du cadre et des conditions d'existence des êtres vivants tend à être analysé aux échelles nationales, ou tout au plus, à hauteur des régions. Rarement, on l'a étendue aux grandes zones écologiques. La mondialisation change l'échelle des données en mettant en jeu des mécanismes susceptibles d'enrôler l'humanité dans une dynamique intégrative mais dont les conséquences sur la vie sociale ont probablement en sens inverse de l'unification et du nivellement du monde.

Une question implicite est au cœur de cette thématique: quels rapports observables ou prévisibles existent-ils ou pourraient exister entre les deux phénomènes: l'environnement, concept déjà ancien son irruption

dans les préoccupations scientifiques et sociales date approximativement de la seconde moitié du 19^e s.) et la mondialisation qui se déroule sous nos yeux?

Cette question centrale entraîne bien d'autres: la mondialisation ne risque-t-elle pas de rendre plus difficilement maîtrisables les problèmes environnementaux, dans la mesure où ses préoccupations ne semblent pas prendre en considération la demande sociale réelle? Ou au contraire, comme certains optimistes le prédisent, va-t-elle diffuser le développement dans les pays du sud?

Dans les processus économiques mondiaux dominés par les plus forts, quelles sont les chances de manœuvre des jeunes nations qui craignent déjà de faire les frais de l'exploitation du sud, cet immense réservoir de ressources? En définitive, la mondialisation ne risque-t-elle pas d'accentuer l'appauvrissement des jeunes nations?

Dans tous les cas, la mondialisation apparaît déjà comme un problème supplémentaire posé aux pays en développement. Gérard LAFAY (1999) le voit bien quand il écrit dans son ouvrage intitulé: *Comment comprendre la mondialisation: "L'opinion publique est déroutée par le processus de mondialisation. D'un côté, elle ressent l'impossibilité pour tout pays, de se réfugier derrière ses frontières dans la quête illusoire de l'autarcie nationale; de l'autre, elle ne peut admettre que les politiques se soumettent passivement aux exigences des marchés internationaux, en faisant abstraction de ses besoins et de ses attentes profondes"*.

Dans cet exposé, je tenterai de répondre à quelques-unes des nombreuses questions, en trois temps:

- dans un premier volet, je m'efforcerai de comprendre les concepts d'environnement et de mondialisation en les plaçant dans le corpus des paradigmes fondateurs ou actuels animateurs des sciences humaines et économiques;
- ensuite, je tenterai de dégager les interactions entre divers processus déclenchés par le jeu des entreprises;
- enfin, je dégagerai quelques leçons issues de la conjoncture socio-économique mondiale des tendances lourdes et des pistes

possibles pour l'amélioration de la qualité de la vie des populations du sud.

I - LE CONTEXTE SCIENTIFIQUE

De prime abord, il est indispensable de s'entendre sur le sens des concepts d'environnement et de mondialisation, non plus en tant qu'observateurs ordinaires mais comme praticiens des sciences de la société. Cela précisera la portée et les limites de cet exposé.

1.1 Les concepts d'environnement et de mondialisation

A première vue, l'on pourrait voir dans cette thématique, une volonté de coller à une certaine mode, tant les mots sont fréquents dans le langage courant. En réalité, en recourant à ces concepts, les sciences sociales en général et l'anthropologie en particulier, ne font que réaffirmer leurs préoccupations habituelles.

Souvenons-nous qu'à l'origine de quelques-unes de nos disciplines, il y a certains auteurs du 19^e s. dont le fameux naturaliste et biologiste anglais DARWIN avec sa théorie sur l'évolution des espèces. Cette théorie postule comme on le sait, que la lutte pour la vie et la sélection naturelle constituent des mécanismes essentiels de l'évolution des vivants.

De DARWIN au géographe allemand RATZEL en passant par le zoologiste HEACKEL fondateur de l'Ecologie, il y a le même fil conducteur *du déterminisme du milieu naturel*. Ce principe du déterminisme, en dehors de l'exploitation néfaste qu'en ont fait les nazis, reste utile pour l'explication de nombreux phénomènes intéressant les sciences naturelles et humaines.

Les thèses possibilistes, malgré leur adaptation à l'évolution moderne de l'humanité, n'ont pas réussi à rendre totalement inapplicable le déterminisme du milieu. Quelle société humaine peut, même aujourd'hui, se vanter de ne pas subir les effets de son milieu naturel? Les populations, leurs institutions, leurs cultures et leurs pratiques de

l'espace sont plus ou moins liées au contenu du milieu dans lequel elles vivent.

Varela F.J.(1989): disait une chose très importante dans ce domaine "*il n'y a pas d'autre monde que celui formé à travers les expériences qui s'offrent à nous et qui font de nous ce que nous sommes*".

Par rapport à cette prise de position, force est de constater que la mondialisation en tant que théorie et pratique économiques va en sens inverse. Cette mondialisation qui a débuté au cours des années 80 se distingue par une activité accrue des entreprises multinationales qui tendent à supplanter les Etats dans le commerce international. Cette tendance est confortée par le désengagement progressif des grandes puissances et les progrès prodigieux des NTIC désormais capables de supprimer en quelque sorte la distance et modifier ainsi les données de la spatialité économique. Le monde est donc un immense marché et un village planétaire.

1.2 Le concept de système-monde

Ce concept découle de la fameuse "théorie du système général" avancée dès avant la seconde guerre par Von Bertalanffy. Ce savant d'origine allemande a même fondé en 1954 la "société par l'étude du système général". Il entendait par système "un ensemble d'unités en interrelations mutuelles". Ce concept est aujourd'hui exploité par de nombreuses sciences dont l'économie.

Dans ce qu'il a défini comme la lutte de l'UN et du PLURIEL, Jacques Berque écrit à propos des tendances à l'unification socio-économique et culturelle du monde: "*Le monde obéit à des procédures d'uniformité qui non-seulement pèsent sur les jeunes indépendances, mais également sur les vieux pays. A mesure que les problèmes se posent, ils apparaissent comme justifiées de techniques abstraites et cosmopolites, valables pour tous et dissociatrices de ce qui nous reste d'identité*". La systématisation actuelle du monde trouve sa logique dans cette observation. La question est de savoir si l'action holistique engagée par les entreprises parviendra à créer un système cohérent

avec des objectifs bénéfiques pour le sud ou si c'est le contraire qui risque de se produire.

II. DYNAMIQUE DE LA MONDIALISATION

Il est essentiel de présenter les éléments de l'environnement national et international comme intrant du système en construction sous l'effet des entreprises. Dans un second temps, l'attention sera portée sur les objectifs poursuivis.

2.1 Comment se présente le monde aujourd'hui?

Faisons une comparaison des éléments constitutifs de l'environnement au moyen de ce tableau (cf. tab. 1). On observe une grande disparité des conditions naturelles. Si les pays du Nord bénéficient de larges couvertures en climats cléments, (climats océaniques et méditerranéens), ce n'est pas le cas dans le sud et surtout dans les zones équatoriales et intertropicales qui se distinguent par de très fortes chaleurs et une pluviométrie abondante et parfois même trop abondante avec des effets négatifs sur les sols et les autres données naturelles.

L'occupation de l'espace est très hétérogène mais les concentrations humaines très importantes en Amérique du Sud, en Afrique et surtout en Asie, ne sont pas toujours en adéquation avec les disponibilités en ressources naturelles et techniques. Les déforestations massives et la surexploitation des terres aux sols fragiles posent des problèmes au développement durable.

TABLEAUX RECAPITULATIFS DES ELEMENTS DE L'ENVIRONNEMENT DES GRANDES REGIONS DANS LE MONDE

	Surface (Rapport avec le Monde)	Population (Rapport avec le Monde)	Relief et climat	Sols Agriculture	Occupation de l'Espace - Densité
Région Amérique	31%	17%	Reliefs variés avec montagne sur la frange occidentale Nord et Sud. Climat polaire. Climat occidental Equatorial	Sols arides aux franges occidentales Larges plaines riches Erosion	Fort concentration humaine à l'Est. Faible concentration dans la partie polaire et au cœur de l'Amérique du Sud
Région Afrique Moyen Orient	23%	9%	Montagnes Nord et Sud. Climats avec dominance équatoriale, tropicale et désertique.	Sols ferrugineux et ferrallitiques. Sols désertiques. Agriculture itinérante en général. Erosion.	Faible occupaion de l'espace en général. Densité faible sauf au Nord et à l'Est.
Région Europe	7%	18%	*Des barrières montagneuses mais de larges plaines riches. *Climat favorable (cont'n. Et Océan.)	Sols stables et riches. Pas de grands dangers d'érosion.	Zone de forte concentration humaine
Région Asie	33%	55%	*Des barrières montagneuses mais de larges plaines. *Climat intertropical avec inconvénients	Fragilité des sols et dangers d'érosion en maints endroits	Zones de grande concentration humaine avec des inconvénients
Région Océanie	6%	1%	*Larges plaines *Climat tropical *Climat désertique	Sols arides Vastes espaces riches et disponibles	Zone de faible concentration humaine

	Disponibilité Alimentation Kcal/hab/jour	PNB/HAB (FF)	Consommation Energie (Tep)	Observations
Région Amérique	Amérique Nord 2600 à 3000 Kcal Amérique Sud 2200 Amérique Centrale 2000	USA 60.000 Canada Amérique Sud 10.000 à 20.000	USA 10 tep Canada 7 tep Amérique Sud 2 tep	Grandes disparités Nord Sud. Les pays du centre et du Sud sont plus proches de la région Afrique.
Région Afrique Moyen Orient	Entre 2000 à 2200 Kcal ou inférieure	2000 à 5000 FF	Généralement inférieur à 2 tep	Région très désavantagée par son environnement physique et les pandémies
Région Europe	3000 Kcal	Egal ou supérieur à 60.000 FF	7,5 tep	Région maîtrisant bien les paramètres du développement.
Région Asie	Japon et ancien URSS 3000 Chine 2000 Inde < 2000	Ancien URSS 20.000 Chine –Inde 2000	Ancien URSS 5 tep Chine – Inde 2 tep	Très grands développements de la pauvreté. Surpopulation Pandémies
Région Océanie	Australie: 3000 Nlle Zélande: 2600	Australie 60.000 Nlle Zélande 20.000	Australie 5 tep Nlle Zélande 2 tep	Zone d'attraction de la migration internationale

Les disponibilités alimentaires sont défavorables à la région Afrique-Moyen Orient malgré la présence des matières premières. Elles sont inférieures à 2000 Kcal par jour et par habitant contre 3000 au Nord. La pauvreté est très répandue dans le monde où plus de 3 millions d'hommes vivent avec moins de 15FF par jour.

De fortes disparités apparaissent aux autres niveaux: produit national brut, consommation d'énergie, etc. On peut achever cette série d'observation par l'état sanitaire du monde. A ce niveau, la présence massive des endémies et des pandémies est particulièrement au désavantage du Sud. La pandémie du Sida est une menace sérieuse pour le Sud en général et l'Afrique en particulier.

Comme on le voit, le monde géopolitique dans lequel les entreprises évoluent est éloigné de la réalité telle qu'elle vient d'être exposée:

- la région Eurafrique qui rassemble l'Europe, le Moyen Orient et l'Afrique n'a de ciment que la colonisation. Elle mélange en fait des pays violemment opposés dans tous les domaines;
- la région Asie-Océanie présente une part importante d'unités "naturelle et humaine" fortement ébranlée par le Japon et les Dragons d'Asie;
- la région Amérique est littéralement écrasée par les U.S.A. Si le Canada est proche des U.S.A. au plan des bilans, c'est loin d'être le cas pour les pays d'Amérique du Sud et du Centre dont les caractéristiques sont celles des pays d'Afrique, du Moyen Orient et d'Asie.

L'opposition entre le monde géographique et le monde géopolitique a inspiré cette observation à Pierre Vallard (1990): *"Aujourd'hui, le monde fonctionne comme un système: aucun Etat n'est vraiment isolé. Les échanges sont actifs, leur montant total dépasse le produit brut mondial. Mais cet irrésistible mouvement d'intercommunication se heurte à de nombreuses barrières de fait et elles ne sont pas toujours là où on les attend"*.

2.2 Le jeu des forces économiques mondialistes

Il se déroule dans un espace débarrassé désormais du bloc communiste. Les mécanismes d'intercommunication animés par les entreprises comportent trois formes majeures: le commerce international proprement dit, l'investissement direct à l'étranger et la constitution d'entreprises-réseaux:

L'investissement direct à l'étranger répond à quatre motivations:

- la recherche d'économie d'échelle;
- l'importance de la demande locale;
- les moyens de contourner les barrières douanières;
- la présence locale de gisements de matières premières ou de main-d'œuvre.

La constitution d'entreprises-réseaux notamment sous forme de joint-ventures et d'une division du travail pour profiter à la fois des avantages comparatifs, des économies d'échelles et des externalités.

C'est sur ces bases que l'on enregistre les délocalisations et les concentrations actuelles qui sont en passe de modifier le paysage économique mondial.

Le problème est de savoir si tout ne s'arrête pas qu'au seul paysage. Comment ces forces économiques prennent-elles en charge les compartiments du système-monde. Et quelles conséquences sur l'environnement?

2.3 Les forces motrices du système-monde et les transformations des pays du sud

Cette question est d'une grande importance car de ces forces dépendent les résultats de la mondialisation. Nous avons choisi les investissements de capitaux pour l'illustrer. Dans ce domaine où les données chiffrées sont difficiles d'accès, Gérard LAFAY (Op. cité) donne quelques indications éclairantes. L'auteur procède à un classement des pays selon les entrées et les sorties de capitaux. Il en ressort qu'à part quelques puissances comme la Suisse, le Japon, le Bénélux et l'Allemagne, la plupart des pays investisseurs potentiels fonctionnent plutôt comme des dépôts de capitaux. Parfois, les sorties nettes sont si insignifiantes au regard du PNB que la part du pays est négligeable: c'est le cas de la Grande Bretagne (0,6%).

Des puissances de premier ordre comme les U.S.A., le Canada et la France ne sont pas au rendez-vous des transferts de capitaux au Sud. C'est l'aide publique, d'ailleurs insuffisante, qui donne l'impression que ces pays s'impliquent activement dans le financement du développement au Sud. Une tendance à la diminution de l'aide publique a même été constatée depuis une décennie. Lors du récent G.8 à Okinawa (juillet 2000), le Canada a tenté d'obtenir le renversement de cette tendance. Il s'est heurté au refus des autres membres de cette institution qui se sont seulement engagés à porter de 9 à 20 le nombre des pays bénéficiaires de la réduction de dette.

Les choses deviennent encore plus néfastes pour le Sud lorsque les pays du Nord engagent des politiques d'appel de capitaux en provenance des jeunes Nations. L'organisation de paradis fiscaux, le blanchissement d'argent sale et les transferts de capitaux par des entreprises installées au Sud affaiblissent davantage le financement du développement du Sud.

L'engagement de faibles moyens financiers pour la construction de nos pays, crée des situations négatives pour l'environnement global. Quelques exemples suffisent à l'illustrer. Dans le domaine de l'exploitation pétrolière qui fait tant de bruit, tout respire l'inachevé. On le voit au Nigeria où les compagnies refusent d'offrir par des investissements sociaux une part de leurs bénéfices aux régions du Sud-Est. Plus grave: chaque année, les aménagements sommaires de pipe-lines provoquent la mort de centaines de personnes qui tentent de siphonner le pétrole nigérian. La lutte du peuple Ogoni n'a pas changé les données.

Au Togo, l'exploitation sans précaution du phosphate par des compagnies privées, a rendu incultes des milliers d'hectares de terre et perturbé la production agricole. En Guinée, l'exploitation du bauxite par les multinationales a plutôt appauvri les populations. C'est le cas au Shaba où le cuivre n'a fait que porter malheur à cette région. Les chefs d'Etat du G.8 l'ont eux-mêmes reconnu, le diamant est à la base de nombreux conflits armés (Angola et Sierra Leone).

Les privatisations imposées aux pays du Sud par le vent de la mondialisatation se sont avérées néfastes. Prenons le cas ivoirien. Depuis 1980, le pays est contraint de liquider le secteur d'Etat qui faisait tant notre fierté. Les complexes sucriers et d'autres entreprises publiques agricoles ont été démantelés au motif que leur rentabilité financière est faible. Les multinationales n'ont que faire de l'utilité sociale des entreprises.

On en connaît les conséquences: des biens immobiliers très coûteux pour l'Etat ivoirien pourrissent actuellement dans la brousse! Des milliers de travailleurs sont jetés au chômage! Drame social bien sûr mais drame environnemental aussi!

L'irruption des sociétés capitalistes dans l'habitat social ivoirien est réellement catastrophique. Comparons le bilan de la SICOI et de la SOGEFIHA à celui des entreprises capitalistes qui ont pris le contrôle de ce secteur. C'est le jour et la nuit! Sous nos yeux on construit des milliers de logements dits sociaux mais en réalité trop chers pour "les économiquement faibles" et dont la particularité est d'être sommairement aménagés et hideux! Les interventions sur le terrain ne se soucient guère du bien-être des acquéreurs: des maisons inachevées, pas d'espaces de jeux pour les enfants, pas d'équipements socio-collectifs, des rues étroites, etc. Quel gâchis environnemental! Quel dommage pour le paysage urbain!

Raison de l'entreprise privée, raison du plus fort? C'est à peine exagéré. La mondialisation parce que véhiculant l'idéologie du profit à outrance ne peut qu'aller dans le sens opposé à l'intérêt général. Peut-on dans ces conditions, espérer un arbitrage efficace des Etats qui sont confrontés au poids de la dette et à l'instabilité socio-politique? Difficilement! Pourtant, au lieu de la thèse du "Moins d'Etat", c'est à celle du "Mieux d'Etat" qu'il convient de recourir dans des pays où les entreprises nationales n'ont pas les moyens de soutenir la concurrence internationale.

Les arbitrages sont tout aussi faibles au niveau des institutions internationales: de régulation G.7 ou G.8, la Banque Mondiale, FMI, etc. Ces structures sont par principe, opposées à l'intervention des Etats et peu intéressées par la défense des faibles. On l'a constaté lors de la décision des firmes du Nord d'ajouter de la graisse végétale au chocolat. Cette initiative fera perdre au Sud, des milliards de francs en devises étrangères. Malgré son iniquité et sa gravité, elle ne semble pas du tout déranger ni la BM, ni le FMI. Aucune puissance ne se lève pour s'opposer à cette volonté des multinationales d'écraser les nations du Sud, même pas l'Union Européenne qui aime si bien vendre la démocratie et les droits de l'homme aux jeunes indépendances!

Après la responsabilité des multinationales dans la destruction des forêts et des terres tropicales, il n'est pas exagéré de dégager leur rôle dans la dégradation des fragiles équilibres socio-politiques par des mesures qui aggravent le chômage et la corruption. Le cas de la firme

française ELF a été souligné au Congo Brazzaville et au Gabon, mais il n'est pas exclu que ce processus d'appauvrissement et de pourrissement des sociétés du Sud par les multinationales soit plus étendu. Robert REICH (1991) a donc raison de dire qu'est révolue l'époque où l'adage disait "*Ce qui est bon pour General Motors est bon pour les Etats-Unis*". En effet, l'action des entreprises internationales rapporte certes beaucoup d'argent au Nord mais elle n'améliore pas l'image des grandes puissances perçues au Sud comme responsables de la misère de milliards d'hommes. Cela est d'autant plu vrai que la dictature des monnaies étrangères soutenue par la toute puissance des Bourses de New-York, Paris, Londres, etc., ne cesse d'entretenir de grandes frustrations au Sud.

Comme on le constate, la problématique de l'environnement, global, est en mutation accélérée face aux nouveaux pouvoirs des entreprises multinationales. A cet égard, les nations sont confrontées à des défis d'une autre dimension et d'une autre nature. Toutes choses qui les engagent à en tirer les leçons et à adopter des attitudes adéquates.

III. LECONS ET ATTITUDES

3.1 Les leçons

La mondialisation parfois appelée globalisation crée des problèmes que les nations du Sud n'ont pas suscités mais qu'elles sont contraintes de gérer. Le monde est semblable aujourd'hui à un *village planétaire* où nul n'est libre de s'isoler, de se replier sur soi et d'adopter son propre rythme de développement.

Ce qu'il faut, c'est de s'engager dans le jeu et d'en tirer le maximum de profit. Cela va naturellement demander beaucoup d'imagination et d'intelligence au Sud. La meilleure façon d'y parvenir réside dans *l'éducation* dans laquelle est caché un *véritable trésor*, pour employer l'expression de Jacques Delors.

Dans ce monde, le slogan du "Moins d'Etat" est un leurre. Il faut "Mieux d'Etat" pour protéger les populations contre l'agressivité des multinationales et préparer les managers du Sud à la concurrence. On interdit pratiquement aux Etats du Sud de se mêler de commerce mais

pourquoi les chefs d'Etat du Nord se flattent-ils de vendre aux autres pays des avions, des bateaux, des équipements militaires ou civils, des denrées agricoles, etc. ?

Les premiers résultats de la mondialisation sont désastreux pour les sociétés et leur environnement. Ils suscitent des protestations et des oppositions venant même du Nord. Les agriculteurs français ne comprennent pas que les U.S.A. accablent leurs produits de taxes alors qu'ils favorisent l'expansion de Mac Donald dans leur pays. Green Peace se bat à travers le monde pour faire respecter l'environnement. A ce titre, elle n'hésite pas entrer en conflit avec de gros intérêts financiers ou militaires. Le fait que les essais atomiques continuent; que les émissions de gaz à effet de serre dont on connaît les menaces sur la couche d'ozone n'aient pas pu être interdites; que le traité d'interdiction des mines anti-personnelles se soit vu refuser par certaines puissances, montre bien que la protection de l'environnement n'est pas une priorité pour ceux que le prêtre jésuite camerounais MVENG appelait les *Maîtres du Monde*.

Des groupes d'opinions se mettent en place animés par les O.N.G. et les partis écologiques pour dénoncer les dérives des grandes puissances ou des multinationales relativement au problème de l'environnement. Ils admettent difficilement que le récent sommet du G.8 à Okinawa ait coûté 750 millions de dollars. Pourquoi ce goût de l'ostentatoire et du gaspillage fou alors plus que la faim ravage des parties en fièvre de l'œkoumène ?

3.2. Attitudes

Tout ce qui vient d'être exposé engage les peuples et leurs dirigeants à des attitudes nouvelles par l'élaboration des plans de développement et des stratégies adaptés aux enjeux actuels. Dans un tel contexte, les messages forts et clairs qui surgissent des *tendances lourdes* de l'évolution du monde, sont à prendre en considération afin de transformer les aspects négatifs de la mondialisation en avantages. L'action doit porter aux deux niveaux national et régional ou inter-régional:

- au niveau des nations, les syndicats, les coopératives, les ONG et d'une façon générale, les *structures d'autogestion* sont aptes à mieux protéger les intérêts du plus grand nombre et à être des interlocuteurs valables des multinationales. Dans le contexte démocratique, ces structures ont la capacité d'être des lieux d'éducation et de prise en charge des populations par elles-mêmes. Le développement des coopératives et, d'une façon générale, des structures d'autogestion dans les jeunes indépendances, aura sûrement pour effet de former les planteurs et les regrouper afin de rechercher les économies d'échelle et d'avantages comparatifs. Face à l'agressivité de la mondialisation-globalisation, cette orientation de la production et de la gestion de tout ce qui concourt à l'amélioration de l'environnement déjà répandue dans certains pays comme l'Allemagne, nous semble une bonne voie;
- au plan régional ou inter-régional, compte tenu de l'ampleur des phénomènes impliqués, il n'y a pas de solution viable sans le développement des solidarités. Face à la faillite des organisations mondiales de régulation, les jeunes nations ont tout intérêt à rechercher la coopération même si les résultats obtenus par des organisations telles que le Conseil de l'Entente, de la CEDEAO, de l'UMOA, de la CEAO, etc. ne sont pas toujours à la hauteur de nos espérances. L'exemple de l'Europe qui s'est organisée pour mieux résister aux tentatives hégémoniques des U.S.A. est là pour nous encourager.

Comme on le constate, la mondialisation a de quoi enchanter les uns mais aussi inquiéter les autres. Ceux qui ont mille et une raisons d'être plus attentifs à ses stratégies et à ses effets sont les pays du Sud souvent utilisés comme champs d'expérimentation des méthodes et techniques du Nord.

Les dangers présents et virtuels de la mondialisation au regard de l'environnement global sont suffisamment graves pour qu'on n'accorde pas automatiquement toutes les vertus aux stratégies des grandes firmes du Nord.

BIBLIOGRAPHIE

LAFAY G., 1999:

Comprendre la mondialisation, Economica, Paris.

BONNERTOT, G. et GUEVELLOU, J.M. Le 1961:

Atlas historique et géographique, Hachette, Paris.

VALLAUD, P., (Sous la direction de) 1990:

La puissance économique, Hachette, Paris.

BASTIDE, R., 1971:

Anthropologie appliquée, Payot, Paris.

GAILLARDS, G., 1997:

Dictionnaire des Ethnologues et des Anthropologues, Masson et Armand Colin, Paris.

DI MEO, G., 1991:

L'Homme, la Société, l'Espace, Anthropos, Paris.

CLAVAL, P., 1974:

Eléments de Géographie Humaine, M. Th. Génin, Paris.

ROSNAYS, J.de, 1975:

Le macroscopie, vers une vision globale, Ed. Seuil, Paris.